

monarchie constitutionnelle ?

Le roi possédait aussi des pied-à-terre luxueux à l'étranger dont au moins deux en France : Armainvilliers, en région parisienne, «aux allures de petit Versailles avec ses deux cents pièces...». A cela s'ajoutaient «une propriété agricole non loin de Princeton, dans le New Jersey, un ranch en Californie, plusieurs milliers d'hectares de forêt au Brésil, des immeubles à New York, Monaco, Londres...» (Tuquoi). Ce, sans compter les deux cents voitures de luxe et de collection... Par ailleurs, il semblerait que le souverain avait des comptes dans les grandes banques occidentales : la Bank of New York, la BNP, l'UBS, la Citibank, la Chase Bank Manhattan... En somme, une fortune colossale.

Il y avait également le poids économique de la monarchie ; ainsi sa participation à l'Omnium nord-africain (ONA) qui est présent dans moult activités : agroalimentaire, banque, assurance, distribution... qui en fait le premier groupe industriel privé d'Afrique. C'est ainsi que pour neutraliser certains des plus dangereux de ses vassaux, Hassan II usait toujours de la corruption comme l'un des modes de gouvernance ; «les grands patrons de l'armée et de la gendarmerie, les responsables de services de sécurité, les ministres au portefeuille stratégique, les gestionnaires de la fortune du souverain : tous sans exception ont amassé des fortunes conséquentes qui fructifient à l'étranger, investies dans la pierre ou en Bourse» (Tuquoi). En contrepartie, ces forces assuraient un quadrillage policier de la population et un clientélisme dans l'appareil de l'Etat.

Le roi Mohammed VI, «roi des pauvres» et aggiornamento

Hassan II mourut à l'âge de 70 ans, le règne de Mohammed VI commença alors avec une «transition démocratique». Intronisé, il suscita l'euphorie et entama l'aggiornamento pour solder les «années de plomb» (Cf. Marzouki : *Tazmamart. Cellule 10*), révoquer Driss Basri le tout-puissant ministre de l'Intérieur de Hassan II sur fond de liberté d'expression et retour des exilés dont A. Serfaty. Dans ce contexte, le Cheikh Yassine demanda au jeune roi de liquider le patrimoine de son père. De même, *le Manifeste berbère* est publié par M. Chafik ; des militants des droits des femmes défilèrent dans les rues de Rabat en 2000. Cependant, les réalités sociales et économiques refont surface, ainsi que les scandales financiers. Avec la suspension des journaux *Le Journal* et *Demain*, la fin de la récréation sonna le glas, démontrant ainsi que l'exercice du pouvoir ne saurait s'opérer sans le contrôle du roi qui réaffirma de ce fait sa prééminence et celle du Makhzen.

Après les attentats de Casablanca de 2003 et l'apparition de kamikazes, la transition démocratique apparaît compromise, les «sécuritaires» refont surface. La réforme devient une urgence face à la corruption, la hogra, l'illettrisme (voire l'analphabétisme)... Dans cette perspective, un parti s'inspirant de l'islam politique (le PJD) est autorisé, la mudawwana est modifiée en 2004 de façon substantielle. Le roi impulse la lutte contre la pauvreté et l'analphabétisme, voire l'enseignement du tamazight dans les écoles primaires. De même, le nouveau roi, Mohammed VI, baptisé «roi des pauvres», rompt avec le faste de son père. Un journal marocain a même tenté de poser la question de savoir combien coûte l'Etat (il est vrai qu'il s'est fait tancer en se faisant rappeler à l'ordre). Toujours est-il que du numéro *Tel Quel* (repris par *Le Monde* du 28 décembre 2004) traitant de cette question, il résulte que la monarchie marocaine coûterait quelque 210 millions d'euros par an, le salaire mensuel du roi étant de 36 000 euros. Quelque 110 personnes travailleraient ainsi pour les palais royaux dont l'entretien, les salaires et les voyages et cérémonies coûteraient quelque 163 millions d'euros. Et le cabinet royal compte, nous apprend-on, 300 permanents dont les conseillers du roi (dont les salaires sont alignés sur ceux des membres du gouvernement). Le budget annuel des consommations des palais royaux comprendrait 6 millions d'euros de carburant, autant pour l'eau, 4 millions d'euros pour l'électricité et deux millions pour les dépenses vestimentaires...

Il semblerait ainsi que «les dépenses liées à la monarchie représentent bon an mal an pour le budget de l'Etat autant que les ministères de l'Habitat, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, des Affaires culturelles et des Droits de l'homme réunis» (Tuquoi). Cela étant, il est vrai que le Maroc s'est voulu depuis l'indépendance un chantre de la libéralisation, prônée depuis par le FMI et la Banque mondiale. Comme en Algérie, les autorités se piquent de macroéconomie, sans faire face à la nécessai-



re transformation structurelle et la dépendance de la croissance économique de l'agriculture dont il semblerait qu'elle soit «faiblement mécanisée». Selon le Pnud (Programme des Nations-unies pour le développement)⁽²⁾, le Maroc est classé au 124^e rang mondial derrière l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte. Les campagnes marocaines continuent de vivre dans un dénuement qui les rapproche singulièrement de la misère, sachant que 40% de la population marocaine vit de l'agriculture.

Tout comme l'Algérie, et dans une moindre mesure la Tunisie, le Maroc doit d'abord faire face à la pauvreté. Plus d'un tiers de la population vivrait avec deux dollars par jour. Face à une minorité de riches, la misère du monde rural et des bidonvilles survivant à la périphérie des grandes villes est flagrante. Ensuite, le taux d'analphabétisme demeure encore élevé «en moyenne pour les adultes de plus de quinze ans de 51%» ; ce, conjugué à un fort taux de chômage («10% seulement des jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail trouvent un emploi réel»).

Enfin, il apparaîtrait que trois millions de RME (résidents marocains à l'étranger) engrangent quelque deux milliards et demi de dollars par an. Par ailleurs, la corruption d'une partie de l'élite n'est pas le moindre mal, le Maroc étant classé 77^e sur 145 pays par Transparency International ; ce, sans compter que le secteur de l'enseignement serait comme en Algérie sinistré dès lors qu'il semblerait que seuls 55% des enfants dépassent le cap de l'éducation primaire («le royaume serait au même niveau que le Malawi et loin derrière des pays comme le Bangladesh»). De même, selon un rapport interne au Palais, «les disparités entre le monde rural et les villes sont criantes (accès à l'eau, à l'électricité, à la santé et au savoir» ; ainsi «les besoins en financement pour créer les infrastructures nécessaires sont exorbitants»⁽³⁾.

Selon un rapport d'un sénateur français, Michel Charasse, il apparaît que : «Globalement, le pays est plus proche d'un pays moins avancé d'Afrique subsaharienne que d'un pays à revenu intermédiaire méditerranéen». Pour le cabinet américain McKinsey, «avec le baril à 55 dollars, la sécheresse qui persiste et la mondialisation qui s'accélère... la monarchie n'a plus aucun avantage comparatif dans le moindre secteur industriel». De même, il semblerait que les résultats des deux principales sociétés chargées de l'agriculture marocaine soient en crise eu égard, notamment, à l'accumulation des dettes et à la rentabilité décroissante, mais également les détournements de fonds et l'absence effective de contrôle⁽⁴⁾.

A cela s'ajoutent la fuite des cerveaux marocains et l'absence de véritables capitaines d'industrie, tout comme en Algérie et en Tunisie. Sans oublier la situation de la région du nord du Maroc, la plus pauvre et la plus rebelle du royaume, dont il apparaîtrait qu'elle vive en partie de la culture du cannabis (27% de la surface agricole utile, dix milliards d'euros par an, dit-on).

S'agissant du tourisme, aspect important du système économique marocain, il semblerait que «dans ce secteur, le gouvernement de Hassan II a bradé les intérêts marocains». Ainsi, le régime a cédé au groupe français Accor «quelques bijoux de famille pour des sommes que tout le monde estime aujourd'hui dérisoires»⁽⁵⁾. Et ce, dans plusieurs villes : Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Tanger, Meknès, Agadir, Essaouira... Un autre aspect décrié par certains auteurs et journalistes,

celui des voyages fastueux ; des fortunes seraient dépensées. Ainsi, «la délégation officielle compte toujours au moins deux cent cinquante personnes qui prennent place dans un Boeing royal 747 Jumbo, deux Boeing 737-400 et trois Hercules C-130 pour l'ameublement, l'équipement et les bagages. Le Boeing royal reçoit un kit spécial avec chambre à coucher, bureau, salle de réunion, gymnase et équipements sophistiqués (...) un Hercules C-130 est réservé pour le seul transport des jet-skis et du matériel de sports nautiques et de musculation» (Beau)⁽⁶⁾. Ce, sans compter les dizaines de voitures de luxe, «limousines et Mercedes blindées à raison de 800 000 euros chacune».

Face à cette situation critique, des intellectuels, journalistes et auteurs marocains n'ont pas hésité à s'exprimer. Ainsi, dans sa lettre ouverte au roi Mohammed VI, Aboubakr Jamaï, journaliste marocain, dit : «Vous nous avez donné des raisons d'espérer, vous nous avez aussi parfois déçus. Nous n'avons pas compris certaines décisions. Nous n'avons pas compris beaucoup de choses. Mais, sachez-le, nous persisterons à vous le dire quand nous ne comprendrons pas le sens de vos actions, car c'est notre droit légitime. Nous persisterons aussi à vous le dire parce que nous pensons que votre position privilégiée vous place idéalement pour accompagner ce pays vers des lendemains meilleurs.» Plus radical et plus impertinent, Ali Lmrabet n'y va pas de main morte : «Le pays n'appartient pas au chef des services secrets, ni au ministre de l'Intérieur ni au ministre de la Justice, ni pas même au roi. Ce pays appartient à tous.» (site Ya biladi citant le journal *Liberté*).

Il est vrai aussi que l'une des malheureuses victimes de Tazmamart a pu dire : «Aucune de nos institutions traditionnelles, y compris la monarchie, ne s'est véritablement attaquée à la mise en œuvre des nouvelles structures politiques que notre peuple mérite.» (A. Marzouki in *Le Monde*. 27/06/2001).

La question se pose donc toujours avec acuité : le Maroc peut-il opérer un bond qualitatif du point de vue des réformes politiques substantielles, en passant des «années de plomb» vers une transition démocratique au terme de laquelle la monarchie constitutionnelle serait la pierre d'angle ? Ce faisant, la société civile reprendra le droit de se gouverner par le libre choix de ses gouvernants à partir des urnes. La tentation du modèle espagnol, en somme. Outre le fait que, comme pour l'Algérie, pour espérer sortir des ornières du sous-développement économique et social et s'inscrire dans un projet de développement durable, il faudrait une croissance à la chinoise à deux chiffres durant une ou deux décennies entières. Pour que nous n'ayons plus à voir dans l'espace maghrébin nos enfants vendre des sacs en plastique ou les utiliser pour sniffer. Ou pour rêver à une harga mortelle...

La réforme annoncée par le roi Mohammed VI va-t-elle effacer ce que Ali Lmrabet, journaliste marocain, appelle «la dictature couronnée» et ce que Ali Amar, autre journaliste marocain, appelle «le grand malentendu» ? Il reste à espérer que cette réforme soit celle de la modernisation du régime monarchique où le roi règne et le peuple se gouverne par ses élites élues, issues des rangs de la société civile : Premier ministre, gouvernement, députés, maires (un jour prochain sans doute présidents de régions et walis). Cette option pourrait aider le Maghreb (élargi à la nouvelle Égypte qui s'annonce ?) à asseoir durablement ses institutions politiques et à résoudre l'équation du Sahara, sur fond de justice sociale.

A. K.

* Avocat-auteur algérien

Notes :

- 1- G. Perrault : *Notre ami le Roi* ;
- 2- Rapport mondial sur le développement humain 2005 ;
- 3- N. Beau et C. Graciet *Quand le Maroc sera islamiste* ;
- 4- la Sodea (Société de développement agricole) et la Sogeta (Société de gestion des terres agricoles). (Cité par I. Dalle in *Les Trois rois*).
- 5- op. cité.
- 6- *Un seul voyage, un seul, se chiffre à plus de trois millions de dollars.*

Ouvrages :

- P. Vemeren : *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*
A. Marzouki : *Tazmamart. Cellule 10*
A. Amar : *Mohammed VI, le grand malentendu*
JP Tuquoi : *Le dernier Roi*. Crépuscule d'une dynastie
I. Dalle : *Les trois Rois*.